

LA POLITIQUE DU W.A.F.D.

Les événements d'Iran n'ont pas peu contribué à accélérer l'éclatement du mouvement anti-impérialiste égyptien. Les masses laborieuses égyptiennes ont appris par l'exemple iranien que l'impérialisme britannique n'est plus en état de maintenir ses positions à l'aide de tanks et de baïonnettes. Il n'est donc pas étonnant que les manifestants célébrèrent les 9 et 12 octobre au Caire, au lendemain de l'abrogation du traité anglo-égyptien, la « libération de l'Iran » ensemble avec l'action de l'Égypte. La popularité du mouvement iranien n'a pourtant pas été la seule raison qui a poussé les dirigeants du W.A.F.D. à faire rapidement la déclaration dramatique du 8 octobre. Jusqu'en 1950, le W.A.F.D. était le seul parti égyptien qui possédait lui-même une popularité auprès des masses égyptiennes, par suite de sa démagogie sociale et de ses promesses de réformes sociales. Depuis son arrivée au pouvoir, il n'a pourtant tenu aucune de ses promesses (1). La chute du niveau de vie des masses à la suite de la hausse des prix ; la chute énorme du prix du coton, qui a frappé durement de larges couches de *fellahin* et des classes moyennes ont affaibli la position du W.A.F.D. auprès des masses d'une telle manière, que celui-ci ne pouvait espérer obtenir un nouveau délai pour son régime qu'en prenant une décision dramatique dans le domaine de la politique étrangère, lui permettant de repousser au second plan pour un certain temps les questions économiques et sociales.

Voilà le sens de la déclaration du gouvernement égyptien du 8 octobre, abrogeant le traité anglo-égyptien de 1936 et l'accord de 1899 sur l'établissement du

condominium anglo-égyptien sur le Soudan. Les dirigeants du W.A.F.D., ce faisant, suivaient un calcul savant. Comme tous ceux qui connaissent la situation des troupes britanniques, ils savaient que le commandant britannique de la zone du Canal pouvait facilement couper l'approvisionnement de l'Égypte en pétrole, qui dépend essentiellement de deux raffineries situées à Suez, ou même interrompre l'exportation du coton égyptien, ce qui provoquerait l'effondrement de l'économie égyptienne. Mais Nahas Pacha était sûr que l'impérialisme britannique n'utiliserait pas ces moyens, étant lui-même intéressé au maintien de l'ordre social actuel en Égypte, afin de ne pas y perdre sa propre influence politique et économique. Nahas Pacha comptait donc sur une « lutte » fictive entre son gouvernement et celui de la Grande-Bretagne, se limitant à la sphère des négociations diplomatiques et, dès que l'armée britannique dérangerait la vie civile normale en Égypte, il déclara au gouvernement britannique :

« Si les approvisionnements ne sont pas rétablis d'ici peu de temps, l'eau, l'électricité et les autres services publics cesseront de fonctionner. Cela provoquera des désordres et on manquera de pain, car les boulangeries ne pourront plus travailler... Si les Anglais pensent que ce moyen de pression nous fera changer de politique, ils se trompent ; mais sans aucun doute les éléments communistes ne manqueraient pas de saisir cette occasion pour faire de l'agitation... »

LE CARACTÈRE PROLETARIEN DU MOUVEMENT

Mais Nahas Pacha s'est lourdement trompé quand il a supposé que le conflit anglo-égyptien resterait limité à des escarmouches diplomatiques. Au lendemain de l'abrogation du Traité, près de 60.000 ouvriers et étudiants descendirent dans les rues du Caire, réclamant des armes de Nahas Pacha. Une manifestation analogue se produisit à Alexandrie, sous les mots d'ordre : « A partir d'aujourd'hui, plus d'impérialisme ! » et « les travailleurs sont l'armée de la révolution ». Le jour suivant, ces manifestations se répétèrent, et les ouvriers du Caire et d'Alexandrie se rassemblèrent sous les drapeaux de leurs syndicats. Dans la zone du canal de Suez, le mouvement eut

un caractère prolétarien prononcé ; il était axé autour de la grève politique des ouvriers contre les troupes d'occupation britanniques. Au cours d'un mois, la majorité des 30 à 40.000 ouvriers, travaillant dans les camps militaires britanniques, entra en grève ; les conducteurs de locomotives des trains spéciaux dans les districts militaires cessèrent le travail ; les autres cheminots refusèrent de transporter des troupes britanniques ou le ravitaillement prévu pour ces troupes ; les ouvriers du bâtiment refusèrent de continuer la construction de champs d'aviation ; les dockers de Port-Saïd et les ouvriers des différentes compagnies maritimes du canal de Suez entrèrent également en grève. En raison du manque d'organisation centrale, on ne pouvait parler d'une grève générale, mais en fait tout le travail dans la zone du canal de Suez se trouva arrêté.

Des actions de solidarité d'autres couches ouvrières prirent aussi de l'ampleur ; elles souffrirent cependant également du manque de direction centrale, ce qui leur donna le caractère d'actions partielles et sporadiques. Les ouvriers des usines

(1) « Pour des raisons de Sécurité publique », comme le déclara le ministre de l'Intérieur Serag Ed-Din, le gouvernement se vit obligé au printemps 1950 de promulguer une loi accordant des primes de cherté de vie aux salariés. En même temps, il envoya sa police réprimer par la force des grèves qui voulaient imposer aux capitalistes l'application de cette loi.